

Perspectives

Mensuel – N°19/136 – 26 juillet 2019

FRANCE – Travail temporaire : Tendances à fin juillet 2019

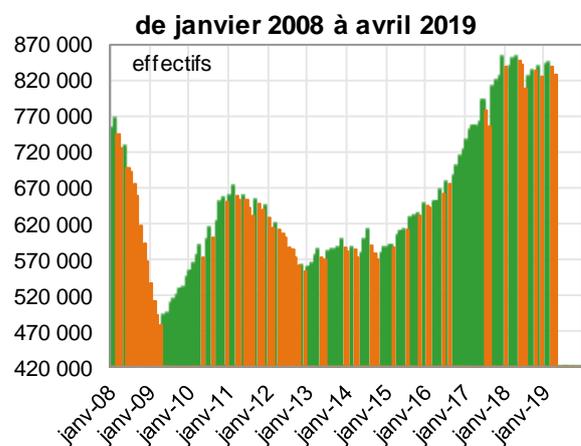
Synthèse

Historiquement, il existe une bonne corrélation entre les évolutions de l'activité économique et les effectifs de salariés intérimaires, tant en France que dans les principaux pays autorisant le travail temporaire. L'analyse des données montre que les évolutions de l'intérim devancent de quelques mois celles du PIB, tant dans les phases descendantes qu'ascendantes du cycle.

Dans ce contexte, une observation de l'évolution des effectifs intérimaires peut indiquer une orientation des tendances de l'activité économique, à défaut de permettre d'apprécier l'amplitude des évolutions.

Les données disponibles à la date de publication du présent bulletin mettent en évidence une accélération dans le mouvement de reprise engagé depuis le second semestre 2013. Le plafond des 650 000 ETP sur lequel butaient les effectifs intérimaires a été notablement enfoncé au troisième trimestre 2016 pour crever la barre des 700 000 ETP. Les niveaux actuels dépassent les plus hauts de 2007. Longtemps résistant, et peut-être à cause des niveaux atteints, le moral des professionnels du secteur marque une baisse de régime depuis quelques mois, traduisant des inquiétudes sur le potentiel de progression des prochains mois.

Population intérimaire en France :



Sur ces dernières années, les effectifs mensuels de salariés intérimaires (en équivalent temps plein) ont largement reflété les évolutions de la conjoncture nationale. Depuis 2008, les effectifs ont atteint deux points bas : l'un en mars 2009, l'autre en octobre 2012. Entre ces deux points, le marché de l'intérim a connu un redémarrage progressif et quasi-continu pour atteindre un pic en mars 2011, à un niveau néanmoins inférieur de 9% à celui des premiers mois de 2008.

Depuis le dernier point bas – soit depuis soixante-dix-neuf mois – le marché a connu vingt-huit mois de baisse et cinquante et un mois de progression. À fin avril 2019, les effectifs s'élevaient à 826 020 intérimaires, soit un niveau inférieur de 1,9% à celui de janvier dernier et supérieur de 47,0% aux effectifs d'octobre 2012 (dernier point bas). Sur les trois derniers mois, on dénombre deux mois de baisse.

Tendances à fin juillet 2019

Effectifs intérimaires

En France, le volant intérimaire représente 3,5% de la population salariée du secteur concurrentiel.

Sur ces dernières années, les effectifs mensuels de salariés intérimaires (en équivalent temps plein - ETP) ont largement reflété les évolutions de la conjoncture nationale. Le point bas atteint en mars 2009 est inférieur de 35% aux effectifs de début 2008, suite à une baisse continue sur cette période.

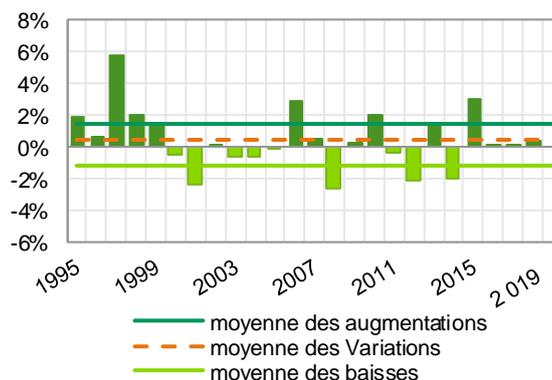
Le marché de l'intérim connaît ensuite un redémarrage progressif et quasi-continu pour atteindre un pic en mars 2011, à un niveau néanmoins inférieur de 9% à celui des premiers mois de 2008. Un mouvement de repli s'engage ensuite jusqu'en octobre 2012, qui constitue un nouveau point bas inférieur de 17% aux effectifs de mars 2011.

Depuis le dernier point bas – soit depuis soixante-dix-neuf mois – le marché a connu vingt-huit mois de baisse et cinquante et une mois de progression. À fin avril 2019, les effectifs s'élevaient à 826 020 intérimaires, soit un niveau inférieur de 1,9% à celui de janvier dernier et supérieur de 47,0% aux effectifs d'octobre 2012 (dernier point bas). Sur les trois derniers mois, on dénombre deux mois de baisse.

À noter qu'avril apparaît comme un mois plutôt favorable pour l'intérim. Ainsi depuis la constitution de la série par Pôle emploi en janvier 1995, les effectifs intérimaires d'avril ont été supérieurs à ceux de mars dans 63% des cas. La baisse (1,3%) observée en avril dernier est proche en amplitude de la moyenne des baisses observées sur les mois d'avril de la période 1995-2018.

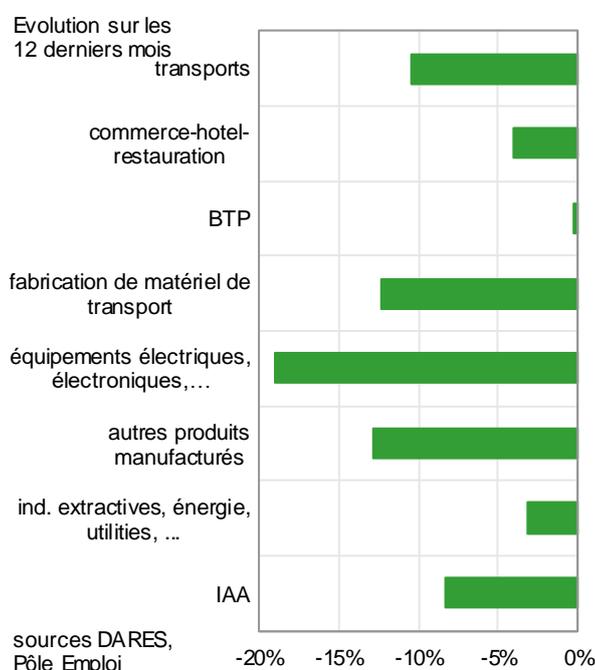
Le marché a d'abord rebondi mollement après le creux d'octobre 2012. Le redressement s'est ensuite renforcé pour s'accélérer depuis le second semestre de l'année 2016. Dans la foulée, la dernière enquête de confiance des chefs d'entreprise du travail temporaire pour l'activité des prochains mois se situe en zone favorable.

1995-2019 : variations des effectifs en avril



Sources : DARES, Pôle Emploi

Effectifs Intérimaires avril 2018-2019



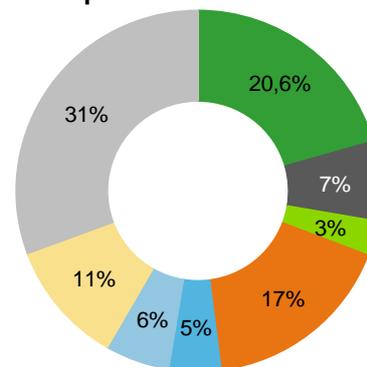
Tendances sectorielles

L'écart entre les effectifs intérimaires employés par l'industrie et ceux du secteur tertiaire se détend depuis le second semestre 2011. L'écart observé à fin avril 2019 se situe sur des niveaux proches de ceux constatés en août 2016 et en novembre 2016.

Les segments industriels sont diversement affectés. Depuis le rebond d'avril 2009, l'essentiel de l'augmentation des effectifs intérimaires constatée dans l'industrie (71,2%, 129 200 intérimaires) a été absorbé par le segment des produits manufacturés (49,7% des intérimaires), celui des équipements électriques (10,4%) et celui du matériel de transport (23,2%), ces secteurs ayant été très pénalisés durant la phase de repli (mars 2008-2009). Dans le même temps, les effectifs absorbés par le secteur du BTP ont progressé plus modérément (54,7%). La progression dans les services (101,3%) est en avance sur celle observée dans l'industrie.

En termes de variation mensuelle des effectifs : dans l'industrie, les IAA (-7,9%) résistent le mieux, à l'inverse les fabricants de matériel de transport (-9,1%) connaissent le plus fort repli ; le BTP se replie ; le secteur des services divers se détache au sein du tertiaire qui progresse globalement.

Effectifs Intérimaires en avril 2019 :
répartition sectorielle



Sources :
Pôle Emploi,
DARES

2019 vs 2018	emplois intérimaires avr-2018*	emplois intérimaires avr-2019	variation 12 mois	emplois intérimaires mar-19*	variation mensuelle
Emplois intérimaires	852 800	826 020	-3,1%	849 300	-2,7%
Industrie	353 912	310 584	-12,2%	338 871	-8,3%
<i>dont</i>					
IAA	63 960	58 647	-8,3%	63 698	-7,9%
ind. extractives, énergie, utilities, ...	26 437	25 607	-3,1%	28 027	-8,6%
autres produits manufacturés	162 032	141 249	-12,8%	153 723	-8,1%
équipements électriques, électroniques, ...	46 904	37 997	-19,0%	41 616	-8,7%
fabrication de matériel de transport	53 726	47 083	-12,4%	51 807	-9,1%
BTP	169 707	169 334	-0,2%	187 695	-9,8%
Tertiaire	325 770	342 798	+5,2%	318 488	+7,6%
<i>dont</i>					
commerce-hotel-restauration	94 661	90 862	-4,0%	94 272	-3,6%
transports	112 570	100 774	-10,5%	105 313	-4,3%
autres	118 539	151 162	+27,5%	118 902	+27,1%

Sources : Pôle Emploi, DARES

* éléments recalculés

Tendances régionales

On constate des évolutions notables dans l'évolution de la demande par bassin d'emploi. Depuis le point bas de mars 2009, la progression des effectifs a concerné pour 68% les sept régions identifiées (64% des effectifs). Parmi les régions identifiées, l'Ile-de-France, les Pays de la Loire et la région Auvergne/Rhône-Alpes ont absorbé pour plus de 58% des effectifs regagnés, les replis les plus importants étant observés dans les régions Centre - Val de Loire et Hauts-de-France.

En termes de variation mensuelle des effectifs, les régions Ile-de-France et Hauts-de-France résistent notablement, tandis que la région Bretagne recule significativement.

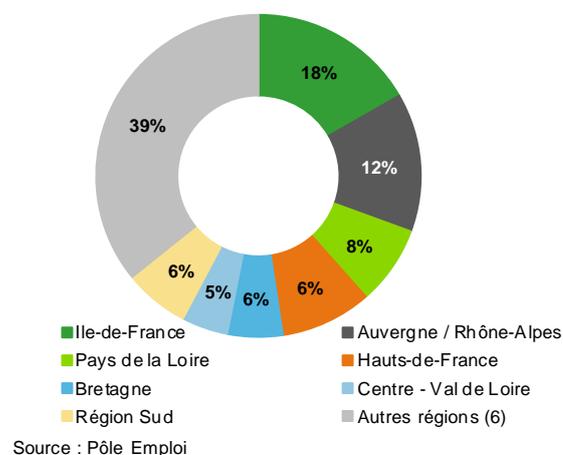
2019 vs 2018	emplois intérimaires avr-2018*	emplois intérimaires avr-2019	variation 12mois	emplois intérimaires mar-19*	variation mensuelle †
Emplois intérimaires	852 800	826 020	-3,1%	849 300	-2,7%
Ile-de-France	131 331	137 945	+5,0%	135 888	+1,5%
Auvergne / Rhône-Alpes	117 686	114 817	-2,4%	116 354	-1,3%
Pays de la Loire	67 371	65 256	-3,1%	66 245	-1,5%
Hauts-de-France	81 016	75 168	-7,2%	75 588	-0,6%
Bretagne	46 904	45 431	-3,1%	49 259	-7,8%
Centre - Val de Loire	43 493	37 997	-12,6%	39 917	-4,8%
Région Sud	54 579	53 691	-1,6%	56 054	-4,2%
Autres régions (6)	310 419	295 715	-4,7%	309 995	-4,6%

Sources : Pôle Emploi, DARES

* éléments recalculés

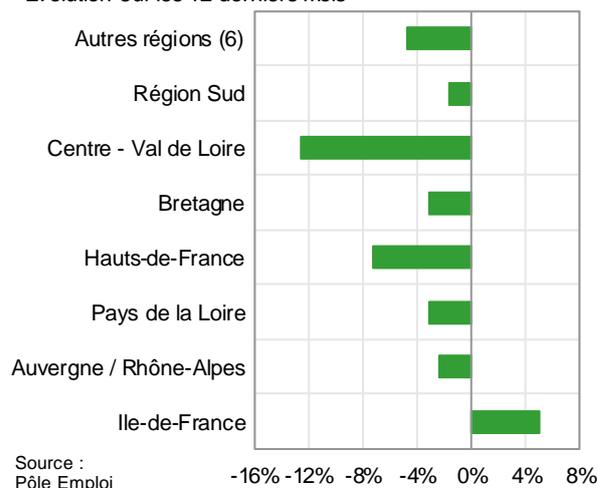
† provisoire Pôle Emploi

Effectifs Intérimaires en avril 2019 : répartition géographique



Effectifs Intérimaires avril 2018-2019

Evolution sur les 12 derniers mois



Approche macro-économique

Historiquement, il existe une bonne corrélation entre les évolutions du PIB et des effectifs intérimaires, tant en France que dans les principaux pays autorisant le travail temporaire. L'analyse des données montre que les évolutions de l'intérim devancent de quelques mois celles du PIB, tant dans les phases descendantes qu'ascendantes du cycle.

Dans ce contexte, une observation de l'évolution des effectifs intérimaires peut indiquer une orientation des tendances de l'activité économique, à défaut de permettre d'apprécier l'amplitude des évolutions.

La baisse notable de l'activité intérimaire en 2008 constituait le signal fort d'un ralentissement économique appelé à se prolonger en 2009.

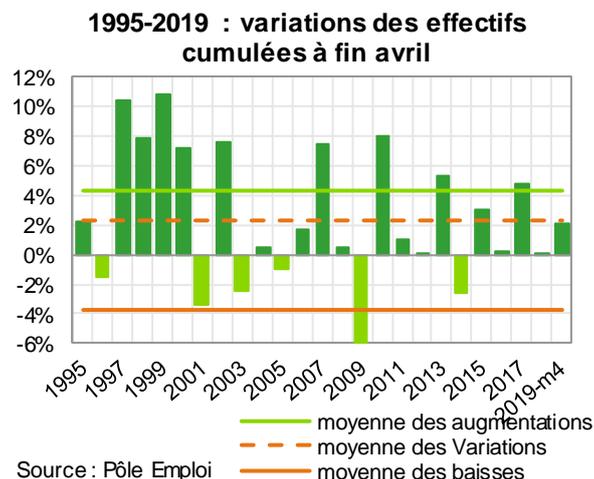
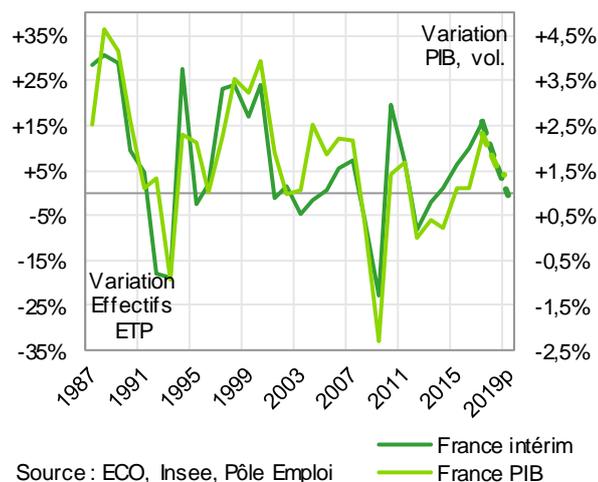
En 2010, la croissance des effectifs intérimaires s'est élevée à 20,1% en année pleine, ce changement d'inflexion confirmant le retournement de tendance de 2010. En 2011, la croissance des effectifs intérimaires s'élève à 6,6% en année pleine, compte tenu d'un mois de décembre en retrait sur celui de novembre.

Pour l'ensemble de l'année 2014, nos économistes (ECO) ont constaté une activité économique timide (0,2%) dans la ligne de 2013, ce que reflète la progression très modérée des effectifs intérimaires.

Après une progression de l'activité économique voisine de 2,3% en 2017, nos économistes tablent sur progression de 1,6% pour 2018 ainsi que pour 2019. Ce scénario conduit à envisager un infléchissement du rebond des effectifs intérimaires observé durant les années 2017-2018.

Dans l'hypothèse d'une stabilisation des volumes du reste de l'année sur les niveaux d'avril, l'ensemble de l'année 2019 s'inscrirait en repli de 0,7% par rapport à l'année 2018.

Si l'on observe les performances cumulées du secteur à fin avril des années de la période 1995-2018, six exercices ont enregistré des baisses et dix-huit exercices ont enregistré des progressions (dont deux années de baisse entre 2008 et 2018). À fin avril 2019, l'évolution cumulée sur l'année correspond à une hausse (2,1%) qui se compare défavorablement à la hausse (4,8%) constatée à fin avril 2018.



Marché du travail

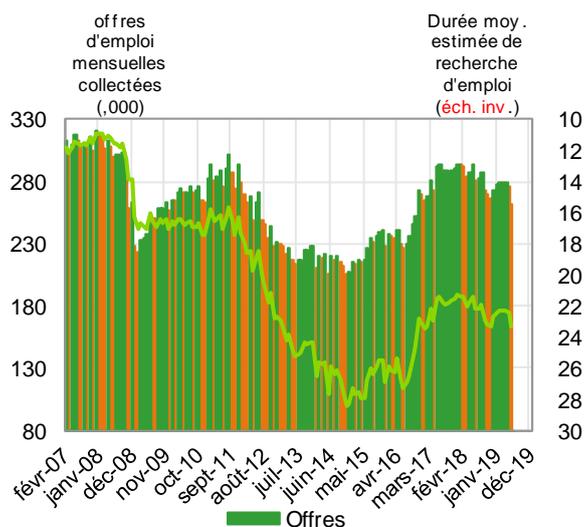
Après avoir connu un niveau stable voisin de 300 000 offres d'emploi mensuelles collectées jusqu'à la fin du premier semestre 2008, le marché de l'emploi a décroché pour se stabiliser sur un palier inférieur de 19%, avant de connaître une timide embellie au début de l'année 2011. Parallèlement, le ratio entre le nombre d'offres mensuelles et les effectifs mensuels sans emploi¹ – soit donc la durée théorique pour atteindre le plein emploi – s'est notablement détérioré passant d'un an en 2007 à près de dix-huit mois à fin 2010.

À fin juin 2019, on dénombrait 281 800 offres collectées, soit une hausse de 5,9% par rapport au plus bas de l'année 2018 atteint en novembre dernier et une hausse de 1,7% par rapport au début de l'année 2018.

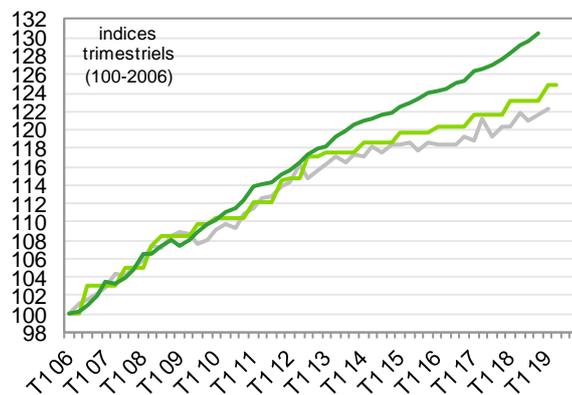
Depuis 2005, le niveau de prix des services d'intérim a progressé à un rythme annuel moyen de 2,1% qui recouvre une phase de relative stabilité entre le troisième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009.

L'indice général du coût du travail (salaires & charges) a évolué à un rythme annuel moyen de 2,7%. L'écart de progression entre les deux indices reflète – entre autres – l'impact des aides Fillon et des réductions de charges sur les bas salaires à compter de 2009.

Parallèlement, le SMIC mensuel a progressé de 2,3% par an sur la période 2006-2014. La revalorisation contractuelle de début d'année s'est élevée à 1% en 2015, à 0,6% en 2016, à 0,93% en 2017, à 1,24% en 2018 et à 1,5% en janvier 2019.



ratio Chercheurs d'emploi/offres mensuelles (mois) éch.Dr.



¹ Les catégories -classées de À à E- recouvrent l'ensemble des chercheurs d'emploi : des demandeurs sans emploi (catégorie A) aux chercheurs en activité (catégorie E).

Entreprises de travail temporaire

Le solde de l'opinion mensuel des chefs des entreprises de Travail Temporaire sur les perspectives d'activité s'est notablement redressé sur l'année 2013, avant de retomber significativement en fin d'année.

L'année 2016 a enregistré, dès le premier trimestre, un redressement notable et significatif de l'opinion qui s'est retourné au second semestre. **À fin juillet 2019**, l'indice de confiance pour l'activité des trois prochains mois se réduit dans une zone d'incertitude favorable. Relevons que le solde s'est amélioré de trente-cinq points par rapport au mois précédent, soit une très forte amélioration. Par rapport au mois de mai dernier (trois mois), le solde s'est amélioré de treize points.

Pour ce qui concerne les anticipations d'évolutions tarifaires, l'indice de confiance se situe dans une zone d'incertitude défavorable. Relevons que le solde s'est dégradé de seize points par rapport au mois précédent, soit une grande volatilité.

Au total, l'année 2018 s'est achevée sur un sentiment plutôt favorable au regard des réalisations de fin d'année proche des plus hauts de 2007. L'année 2019 traverse pour le moment une période de doute.

Sur la période 2000-2007, le CA des affaires de travail temporaire a progressé à un rythme régulier voisin de 3,7% annuels pour atteindre un plateau en 2007 et 2008.

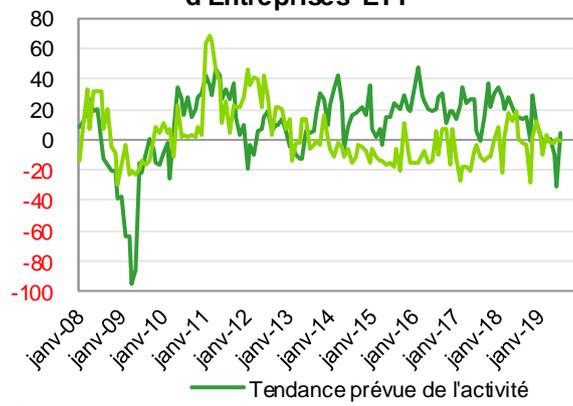
Conséquence de la crise, le secteur voit son activité s'effondrer de 23% en 2009 pour retrouver un volume d'affaires voisin de celui de 2000. En 2010, l'activité retrouve les niveaux de 2004, progressant de 7,1%.

En 2011, le volume d'affaires a progressé de 15% par rapport à 2010, se situant en retrait d'environ 4% sur les niveaux observés en 2007 et 2008. Cette amélioration correspond en grande partie à des augmentations tarifaires passées durant l'été à partir de mai et sans doute aussi à quelques effets de *mix*, les effectifs ETP (l'effet volume) n'ayant progressé que de 6,6% en 2011.

Sur les quatre premiers mois de l'année 2019, le CA moyen est supérieur de 2,0% à celui de la période 2018 comparable. Cette évolution résulte d'un effet *mix*-prix défavorable et d'effectifs en progression (12,7%) par rapport à ceux des quatre premiers mois de 2017.

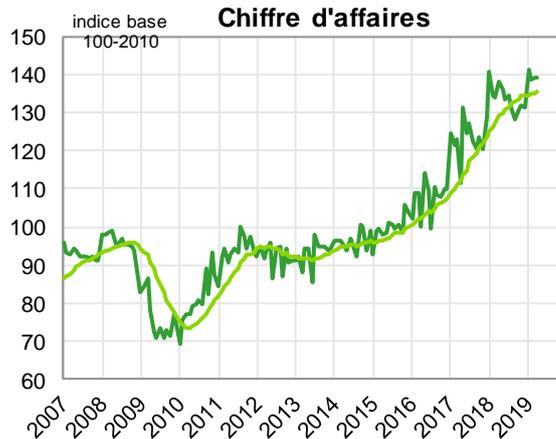
Le bureau d'études Xerfi publie depuis 2009 un **indicateur prévisionnel du risque de défaillances** d'entreprises de formats PME et ETI pour plus d'une centaine de secteurs. **Dans le cas du travail temporaire**, le secteur a évolué jusqu'en 2012 dans une zone de risque moyen avant de décélérer notablement. Pour le moyen terme, le degré de risque resterait significativement contenu.

Solde d'opinion des Chefs d'Entreprises ETT



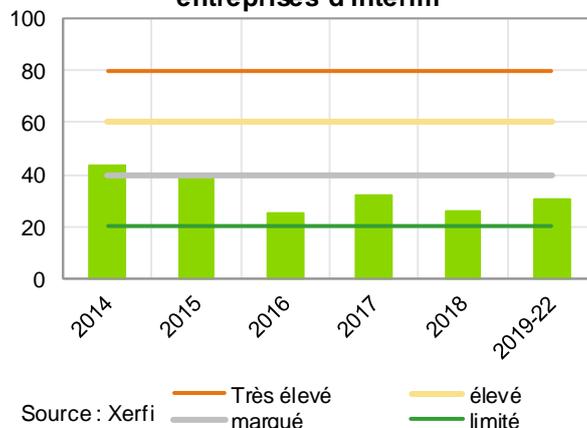
Source : Insee

Chiffre d'affaires



Source : Insee

Baromètre de risque Xerfi : entreprises d'intérim



Source : Xerfi

Achévé de rédiger le 26 juillet 2019

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
24/07/2019	<u>Italie – Scénario 2019-2020 : croissance atone, budget sur le fil du rasoir et compromis politique</u>	Europe
23/07/2019	<u>France – Scénario 2019-2020 : la consommation tire la croissance</u>	France
18/07/2019	<u>Allemagne – Scénario 2019-2020 : une croissance amputée par le secteur industriel</u>	Europe
17/07/2019	<u>Espagne – Scénario 2019-2020 : le miracle espagnol rattrapé par le ralentissement européen</u>	Europe
16/07/2019	<u>France – Transports routiers de marchandises : tendances à mi-juillet 2019</u>	France, sectoriel
03/07/2019	Monde – Scénario 2019-2020 – <u>Inventer une nouvelle sagesse pour une nouvelle époque</u>	Monde
03/07/2019	Monde – Scénario 2019-2020 – <u>Prévisions économiques & financières</u>	Monde
21/06/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/06/2019	<u>Italie – Conjoncture : Bilan macroéconomique et bancaire</u>	Italie, Macro, Banques
20/06/2019	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-Agro
19/06/2019	<u>France – travail temporaire : tendances à mi-juin</u>	France, sectoriel
14/06/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde

Crédit Agricole S.A. — Pôle des Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Bernard Monsigny

Documentation : Saadia Moussannif - **Statistiques** : Robin Mourier

Réalisation & Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Études ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google store

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Le Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.